

J.-F. Vigier : « Construire des convergences pour ne pas se laisser prendre de vitesse par le gouvernement »

Zoom 14 février 2017

Jean-François Vigier décrit les enjeux des mois à venir pour le Forum métropolitain du Grand Paris (ex-Paris métropole), qu'il préside.

Quel bilan tirez-vous du conseil syndical qui s'est tenu mardi 14 février 2017 à la mairie de Paris ?

Le conseil syndical du 14 février a reflété un Forum métropolitain du **Grand Paris** au travail. Qu'il s'agisse des évolutions institutionnelles à venir, de l'effet frontière du périmètre métropolitain, de la mobilité ou des finances, les sujets de débat ne vont pas manquer dans les mois et les années qui viennent, et c'est tant mieux.



Jean-François Vigier, président du Forum métropolitain du Grand Paris. © Jgp

Construire une position commune sur les évolutions institutionnelles à venir, n'est-ce pas une mission impossible ?

J'ai insisté, pour ma part, sur la nécessité d'avancer par étapes. Nous devons tout d'abord réaliser un bilan des lois Maptam et NOTRe, afin de construire un diagnostic partagé, sur la base duquel nous tenterons de bâtir des convergences. Paris métropole, dans le passé, s'est déjà trouvé à plusieurs reprises en situation de définir des positions consensuelles ou convergentes. Je crois que tout le monde a le désir d'avancer. Personne ne veut se retrouver, comme en 2013, dans une situation où l'on se laisserait de nouveau prendre de vitesse par le gouvernement.

Ne peut-on pas reprocher au Forum l'adoption d'une posture essentiellement défensive du pouvoir des maires ?

Je soulignerais tout d'abord que le Forum n'est pas seulement composé de maires. Mais si l'on considère en effet que la commune constitue le socle de la démocratie locale, cela ne

nous empêche pas, je crois, de reconnaître pleinement le fait métropolitain, la nécessité des établissements publics territoriaux (EPT) et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), l'utilité d'œuvrer sur des périmètres plus vastes.

Quels enseignements tirez-vous de l'étude présentée par l'IAU et l'Apur sur l'effet frontière ?

Ce que montre cette étude, c'est qu'il n'y a pas de raison de penser que les lois de décentralisation récentes ont provoqué un effet frontière, même si le recul manque pour l'affirmer. Il se voit confirmé, par ailleurs, que les élus de petite et de grande couronnes perçoivent différemment, à l'évidence, la construction métropolitaine. Un consensus s'est dégagé également, lors du débat qui a suivi la présentation de l'étude, sur le fait que l'effet frontière se situe essentiellement en ce qui concerne le développement économique. N'est-ce pas finalement le Grand Paris express qui va accentuer les disparités territoriales ?

Vous lancez un **groupe de travail sur la mobilité ?**

Il semble, en effet, que le Forum soit le lieu le plus pertinent pour mener une réflexion globale sur la mobilité en Ile-de-France, incluant les nouvelles mobilités et faisant travailler ensemble le Stif, la ville de Paris, la métropole, les communes de petite et de grande couronnes, sans oublier la Région et les Départements. Cela nous permettra de prendre le recul nécessaire sur ces questions essentielles.

Où en sont vos discussions sur votre rapprochement avec l'Association des maires d'Ile-de-France ?

Nous avons décidé avec Stéphane Beudet, président de l'Amif, d'organiser conjointement une matinée de travail lors du prochain salon de l'Amif, qui se déroulera les 28 et 29 mars prochain. Après le conseil syndical que nous tiendrons sur le thème des évolutions institutionnelles, nous allons inviter les différents candidats à l'élection présidentielle à venir présenter leurs positions sur l'organisation administrative de l'Ile-de-France et à en débattre avec nous.